



Union SNUI – SUD Trésor

Communiqué de presse

Lundi 18 Mai 2009

Quand « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) rime avec « réduction » générale de l'action publique

La « révision générale des politiques publiques (RGPP) a été lancée en Avril 2008 à l'occasion de la création de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

La RGPP poursuit le mouvement de « réforme de l'Etat » en accélérant certaines de ses orientations : suppressions d'emplois en hausse (30.000 en 2009, 35.000 annoncées en 2010), fusion d'administration, réduction du maillage territorial, changement dans la gestion des agents...

La DGFIP au péril de la RGPP...

La DGFIP, produit de la fusion « Impôts/Trésor », est donc au cœur de la RGPP. Cette fusion, effectuée à marche forcée, a et aura des conséquences importantes pour les contribuables (sur les conditions d'exercice des missions) et pour les agents (sur leurs conditions de vie au travail).

Les contribuables (et de nombreux élus locaux) sont et seront victimes du repli de l'action publique : ainsi, plus de 700 trésoreries de proximité ont été supprimées entre 2000 et 2007 (plus de 1.000 si l'on remonte à 1998).

Les agents sont et seront également victimes de certaines évolutions : le nombre de suppressions d'emplois augmente chaque année. Entre 2002 et 2008, les « Impôts » et le « Trésor » (les deux composantes qui ont donné naissance à la DGFIP lors de la fusion) ont perdu près de 13.000 emplois. Au moins 7.000 nouvelles suppressions sont annoncées pour la période 2009 à 2011. La DGFIP aura ainsi perdu 15 % de ses effectifs en moins de dix ans.

La qualité du travail en question.

Or, pour autant, la charge de travail ne faiblit pas, au contraire : la fiscalité évolue tous les ans et même plusieurs fois par an, ainsi qu'en témoignent les mesures prises précipitamment comme celles annoncées lors du « sommet social » (que les agents sont chargés d'assumer au quotidien, dans l'urgence), les réformes de structure se succèdent, de nouvelles procédures sont créées (relances, rescrits, bouclier, plan de relance...) et les enjeux fiscaux à venir demeurent importants (fraude fiscale, impôts locaux...).

Réduire les moyens dans un contexte de hausse de la charge de travail n'est pas tenable. Au final, les conditions de vie au travail des agents se dégradent et ce d'autant plus que la gestion et le pilotage des missions ont pour unique obsession les statistiques et les indicateurs. En clair, ce sont les statistiques qui structurent le travail alors que la logique voudrait que cela soit l'inverse...

Le 26 Mai prochain, l'Union SNUI – SUD Trésor appelle les agents de la DGFIP à se mettre en grève et à participer aux actions qui seront organisées sur le territoire sur la base de la plateforme intersyndicale « emplois / conditions de travail / pouvoir d'achat ».